

DÉLIBÉRATION N° 7.00
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 29 MARS 2023
RÉGULIÈREMENT CONVOQUÉ LE 22 MARS 2023
AU PALAIS DES CONGRÈS DE MONTÉLIMAR
SOUS LA PRÉSIDENTE DE M. JULIEN CORNILLET

L'an deux mille vingt-trois, le 29 mars à 18 h 30, le Conseil Communautaire s'est réuni au Palais des Congrès de Montélimar, sous la présidence de Monsieur Julien CORNILLET.

PRÉSENTS : M. Yannick ALBRAND, M. Bruno ALMORIC, M. Hervé ANDEOL, Mme Valérie ARNAVON, Mme Anne BELLE, M. Karim BENSID-AHMED, M. Pascal BEYNET, M. Daniel BUONOMO, Mme Patricia BRUNEL-MAILLET, Mme Régina CAMPELLO, Mme Françoise CAPMAL, M. Fermin CARRERA, Mme Sandra CEYTE, M. Jean-Bernard CHARPENEL, M. Laurent CHAUVEAU, M. Daniel COIRON, M. Yves COURBIS, M. Julien DECORTE, M. Julien DUVOID, M. Jean-Frédéric FABERT, Mme Christel FALCONE, Mme Marielle FIGUET, Mme Marie-Josée GAUBERT, Mme Cécile GILLET, M. Jacky GOUTIN, M. Norbert GRAVES, M. Hervé ICARD, M. Vanco JOVEVSKI, M. Damien LAGIER, M. Jean-Pierre LAVAL, M. Yves LEVEQUE, M. Philippe LHOTTELLIER, Mme Marie-Christine MAGNANON, M. Cyril MANIN, Mme Florence MERLET, Mme Sandrine MOURIER, M. Karim OUMEDDOUR, M. Eric PHELIPPEAU, Mme Marie-Pierre PIALLAT, M. Dorian PLUMEL, Mme Françoise QUENARDEL, M. Jacques ROCCI, M. Christophe ROISSAC, Mme Ghislaine SAVIN, M. Michel THIVOLLE, Mme Sylvie VERCHERE, Mme Catherine VIALE, Mme Vanessa VIAU, M. Jean-Luc ZANON.

POUVOIRS : M. Chérif HEROUM (pouvoir à Mme Ghislaine SAVIN), M. Jean-Michel GUALLAR (pouvoir à M. Laurent CHAUVEAU), M. Laurent LANFRAY (pouvoir à Mme Patricia BRUNEL-MAILLET), Mme Sandrine MAGNETTE (pouvoir à Mme Marie-Christine MAGNANON), Mme Emeline MEHUKAJ (pouvoir à M. Cyril MANIN), Mme Fabienne MENOVAR (pouvoir à M. Jacques ROCCI), Mme Chloé PALAYRET-CARILLION (pouvoir à Mme Sylvie VERCHERE), Mme Maryline ROISSAC (pouvoir à Mme Marielle FIGUET), Mme Demet YEDILI (pouvoir à M. Philippe LHOTTELLIER).

EXCUSÉS : M. Alain DORLHIAC (représenté par Mme Marie-Josée GAUBERT, suppléante), Mme Josiane DUMAS.

ABSENTE : Mme Catherine MATSAERT.

Secrétaire de séance : M. Christophe ROISSAC.

7.00 _ Fiche action n°136 - CONSTRUCTION D'UNE CRÈCHE INTERCOMMUNALE DE 40 PLACES SUR LA COMMUNE DE MONTÉLIMAR – QUARTIER SARDA - APPROBATION DU PROGRAMME DE L'OPÉRATION, DE L'ENVELOPPE FINANCIÈRE PRÉVISIONNELLE ET RECOURS À UNE MAÎTRISE D'ŒUVRE PRIVÉE

Rapporteur : Mme Marie-Pierre PIALLAT, Vice-présidente

Dans le cadre de sa mission de service public, la communauté d'agglomération, au titre de sa compétence « Actions sociales » a déclaré d'intérêt communautaire « La Petite Enfance ». C'est dans ce cadre qu'elle a en charge la gestion de dix (10) crèches réparties sur l'ensemble du territoire.

Parmi ces équipements, les crèches de St Pierre et de Bagatelle ont été touchées par le Séisme du Teil du 11 Novembre 2019. Ceci contraignant l'Agglomération, par la fermeture totale ou partielle de ces équipements, à réduire sa capacité d'accueil des enfants en crèche.

Afin de pallier cette situation dégradée et pouvoir retrouver une capacité d'accueil optimale dans un environnement sain et de qualité, il a été programmé le projet de territoire, la construction d'une nouvelle crèche sur la commune de Montélimar, quartier Sarda.

Cette nouvelle crèche présentera une capacité d'accueil de 40 places équivalente à celle des deux crèches vétustes qu'elle remplacera.

Pour la réalisation de cette opération, dont le programme figure en annexe de la présente délibération et dont l'enveloppe financière prévisionnelle ressort à 3 150 000 € HT soit 3 780 000 € TTC (pour une T.V.A. à 20%), il est nécessaire de recourir au service d'un maître d'œuvre qui se verra confier une mission relevant du domaine « Bâtiment – Construction neuve » et portant sur les éléments suivants :

- Esquisse	ESQ
- Avant-Projet Sommaire	APS
- Avant-Projet Définitif	APD
- Les études de Projets	PRO
- Les études d'exécution	EXE
- Assistance pour la passation des Marchés de Travaux	AMT
- La Direction de l'Exécution des Travaux	DET
- L'Ordonnancement, pilotage et coordination	OPC
- L'Assistance au Maître d'Ouvrage lors des Opérations de Réception	AOR

Le montant des honoraires pour cette mission de maîtrise d'œuvre sera calculé sur la base de la part de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux, arrêtée à 2 350 000 H.T. soit 2 820 000 € T.T.C (pour une T.V.A. à 20%).

Pour ce faire, il sera recouru à la procédure du concours restreint sur esquisse avec un montant de prime de 10 000,00 € HT par candidat.

Le montant du marché de maîtrise d'œuvre qui sera par la suite attribué, tiendra compte de la prime versée au titre du concours.

Par ailleurs, le plan de financement annexé détaille les subventions prévisionnelles dont l'obtention conditionne la réalisation de l'opération dans le cadre de l'enveloppe nette TTC allouée lors du vote du projet de territoire.

Enfin, ces demandes de subventions seront présentées, sur la base du programme d'opération et/ou de l'avant-projet sommaire, selon les organismes financeurs, au Département et à la Région et aux autres organismes financeurs.

Le Conseil communautaire, à l'unanimité, DÉCIDE :

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-1 et L.5211-9

Vu le Code de la commande publique et notamment ses articles L.2124-1, L.2124-2, L.2410-1 et suivants, R.2162-15 à R.2162-26, R.2172-2 et R.2172-5 à R.2172-6 ;

Vu l'arrêté du 22 mars 2019 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé ;

Vu le programme de l'opération Projet de Territoire n°136 – CONSTRUCTION D'UNE CRECHE INTERCOMMUNALE DE 40 PLACES SUR LA COMMUNE DE MONTEILIMAR - QUARTIER SARDA annexé à la présente délibération ;

Après avoir entendu l'exposé précédent,

Après en avoir débattu,

D'APPROUVER le programme de l'opération Projet de Territoire n°136 – Construction d'une crèche intercommunale de 40 places sur la commune de Montélimar, qui figure en annexe à la présente.

D'ARRÊTER l'enveloppe financière prévisionnelle pour cette opération au montant susvisé de 3 780 000 € TTC.

D'APPROUVER le recours à une maîtrise d'œuvre privée pour une mission telle que précisée ci-dessus.

D'APPROUVER que la dévolution du marché de maîtrise d'œuvre s'opère dans le cadre d'une procédure de concours restreint sur esquisse auprès de trois (3) candidats avec un montant de prime de 10 000,00 € HT par candidat.

D'APPROUVER que les personnes qualifiées désignées par le président du jury du concours pour participer aux réunions du jury soient indemnisées à hauteur de 125,00 € HT par heure de présence en réunion et que les frais kilométriques soient également remboursés au taux en vigueur.

DE DIRE que les dépenses pour l'organisation de ce concours de maîtrise d'œuvre seront imputées sur le compte 2313 du budget général.

D'AUTORISER Monsieur le Président ou son représentant à solliciter des organismes compétents l'obtention des subventions les plus élevées possible,

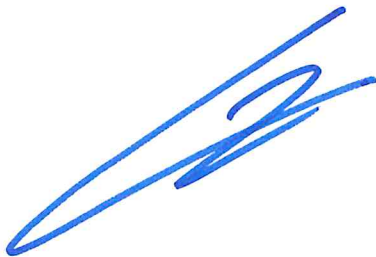
DE CHARGER Monsieur le Président ou son représentant de signer tous les documents afférents et de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département et de sa publication.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus,

POUR EXPÉDITION CONFORME

Fait à la Communauté d'Agglomération le 30 mars 2023

Julien CORNILLET
Président



Christophe ROISSAC
Secrétaire de séance

